Cycle de conférences

**L’EUROPE, SES FONDEMENTS, AUJOURD’HUI ET DEMAIN
10 octobre 2017**

**L'Union monétaire en question**

**par Alfred STEINHERR, Ph. D.**

*Academic Director and Professor of Economics and Finance of the John F. Welch College of Business ; ancien Chief Economist and Director General of the European Investment Bank in Luxembourg*

*Et*

**L'Europe, dernier recours de la démocratie face aux transformations du monde
par Pierre DEFRAIGNE,***Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège
d’Europe , Directeur général honoraire à la Commission européenne*

*Le texte suivant a inspiré M. Pierre DEFRAIGNE lors de sa conférence du 10 octobre 2017 dans le cadre de notre Groupe. Il présente ce texte comme une tentative de synthèse  européenne qui peut s’avérer utile pour chacun de nous. Il accueille avec gratitude toute réaction critique, y compris « musclée » à son adresse :* *pdefraigne@madariaga.org*

**L’Europe face aux convulsions du monde : du marché à une communauté de destin**

**par Pierre Defraigne**[[1]](#footnote-1)

L’UE est paralysée par ses dissensions internes sur les réfugiés, sur la gouvernance de l’euro, sur la politique extérieure, voire sur la démocratie elle-même en Pologne et en Hongrie, alors même que les transformations du monde en appellent avec urgence à l’unité politique. Le monde change en effet d’échelle avec l’émergence des firmes globales qui se jouent des Etats et les mettent en concurrence, et avec la montée en puissance d’économies continentales face auxquelles nos Etats européens isolés ne comptent plus. En particulier la renaissance de la Chine bouleverse en profondeur l’équilibre géoéconomique et géopolitique du monde. Seule une Europe unie pourra s’imposer dans ce monde ‘multipolaire’. Mais le marché qui a jusqu’ici servi de principe fédérateur à l’Europe, fournit un ciment d’unité très friable. Il devient espace de rivalité entre Etats-membres et les forces centrifuges l’emportent sur les forces centripètes. L’unité de l’Europe est menacée par ses dérives internes.

Il faut donc doubler l’Europe-marché d’une Europe-projet pour réaliser une véritable communauté de destin. Un pour tous, tous pour un ! La survie de la démocratie en Europe est en jeu.

***Une construction d’origine américaine, mais une ambition politique européenne***

L’Europe s’est construite, après la Libération, en vue de la reconstruction et en réponse à la menace soviétique, d’abord sous l’impulsion des Etats-Unis. Ces derniers ont fait d’un progrès vers la coopération entre Etats européens, une condition stricte de l’accès des Etats européens aux fonds indispensables du Plan Marshall (1947). La perspective de Jean Monnet et des autres pères fondateurs a été, dès 1950[[2]](#footnote-2) celle d’une Europe politique, constituée d’une Communauté européenne de défense (la CED) et d’un embryon de Communauté politique européenne (CPE). Mais ce projet originel et ambitieux d’Europe politique échoua, malgré la signature du traité CED par les Six, en raison de sa non-ratification par l’Assemblée nationale française. On se rabattit sur la CEE, une construction économique, avec l’espoir de parvenir à l’unité politique par le biais d’une union douanière et d’un marché commun.

On ne dira jamais assez combien ce vote des gaullistes et des communistes contre la CED a pesé lourd dans le destin de l’Europe : fort logiquement elle a condamné l’Europe à la dépendance stratégique vis-à-vis des Etats-Unis, c qui n’était sans doute pas la préférence des adversaires de la CED. Plus grave cette dépendance a entretenu en Europe une immaturité stratégique, une psychologie de rente sécuritaire qui s’est étendue à tous les domaines : technologie, culture, pensée économique. Depuis cet échec, un profond tropisme atlantiste marque les élites politiques et économiques en Europe. Que ce soit hier la politique d’élargissement à l’Est et les relations avec la Russie, aujourd’hui l’accord de traité de commerce transatlantique (TTIP) –provisoirement sur l’étagère- ou demain la tentative à nouveau d’une défense commune politique, à chaque fois la même inhibition prévaut dans les chancelleries : qu’en dira Washington ? L’élection de Donald Trump suffira-t-elle à éveiller la responsabilité stratégique de l’Europe ? Federica Mogherini, la Haute Représentante pour la politique étrangère de l’UE a ici un rôle clé à jouer pour susciter la conscience d’une communauté stratégique de destin parmi les 27, après le départ des Britanniques et le distanciement des Américains.

Sous cette contrainte de la dépendance stratégique vis-à-vis de Washington qui n’a cessé de peser sur l’unité politique de l’Europe, les débuts de la CEE qui coïncidèrent avec les ‘Trente glorieuses’ (1945 -1973) s’avérèrent prometteurs. Malgré les chocs pétroliers (1973-79) et la stagflation qui s’ensuivit, l’intégration se poursuivit avec le Système Monétaire Européen (1978), la reconnaissance mutuelle par la Cour de Justice (1979), le marché unique sans frontières (1992) et, avancée ultime, une monnaie unique, l’euro (1999).

L’Europe a fait d’immenses progrès en soixante ans: le marché sans frontières, la libre-circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes, l’espace Schengen, l’euro, la politique d’environnement, REACH, Erasmus, l’ouverture des marchés et l’aide au développement. L’action diplomatique et -dans certains cas – militaire de l’UE contribue à la paix et à la sécurité mondiales. L’Europe des Six a étendu le bénéfice de son action à une vingtaine d’autres pays voisins. L’Europe a réussi son pari initial. Et pourtant, rien n’est encore acquis et tout peut être remis en question. L’Europe aborde encore en ordre trop dispersé les transformations du monde. Son marché unique n’est pas achevé et l’euro est une monnaie orpheline et bancale. Par sa carence sur l’harmonisation fiscale et sociale, et par son défaut de politique industrielle effective, elle met aujourd’hui son modèle social en danger. Elle y joue non seulement son unité, mais, fait infiniment plus grave, la capacité de préserver la démocratie en Europe face à la mondialisation.

***La mondialisation et la crise financière révèlent des failles structurelles***

La mondialisation, initiée par les firmes globales occidentales en quête d’une rentabilité plus élevée, s’est avérée une véritable révolution, ‘un fait social total’ comme l’a écrit le sociologue Edgar Morin. Elle est portée par trois forces de changement: d’abord l’innovation technologique (d’une part la télématique, devenue numérique, et d’autre part le transport par containers), ensuite la libéralisation du commerce et de la finance, et enfin les réformes radicales de Deng Xiaoping, source du ‘miracle chinois’ qui se poursuit depuis plus de trois décennies. Dorénavant, trois économies de même taille –USA, UE-28 et Chine- assurent plus de la moitié de la production mondiale.

La mondialisation a eu des effets contrastés : d’un côté une convergence Nord-Sud bienvenue et l’apparition d’une classe moyenne dans les pays émergents en croissance rapide ; de l’autre, une perte de la rente occidentale – le monopole des produits manufacturiers et les bas prix de l’énergie et des matières premières- qui a provoqué un choc inégalitaire profond dans nos pays. L’Europe a certes bénéficié de la mondialisation, mais de façon très contrastée selon les régions et selon les groupes sociaux. Les régions exportatrices ont reçu une forte impulsion de croissance de la mondialisation tandis que la mise en communication des pays à hauts et bas salaires à l’échelle mondiale, a surtout profité aux premiers : nos pays confrontés aux importations massives d’Asie et aux délocalisations, se sont brutalement trouvés confrontés au dilemme du chômage ou des baisses de salaires. Pendant ce temps les détenteurs de capitaux et les professionnels de haut vol, tous deux internationalement très mobiles, se sont assuré de la part du lion dans les retombées de la mondialisation. Un écart des revenus et des patrimoines a commencé à se creuser entre groupes sociaux. Nos classes moyennes voient pour la première fois la possibilité que les enfants se tirent moins bien d’affaire que leurs parents. La peur du déclassement social et de la précarité gagne la base. Nos sociétés se font politiquement plus instables.

***La dérive inégalitaire s’amplifie en Europe***

Cet écart de revenus s’est amplifié sous l’impact inégalitaire de plusieurs facteurs : d’abord le progrès technique qui rémunère logiquement mieux le risque entrepreneurial et la connaissance ; ensuite l’élargissement vers l’Est qui a ajouté une forte concurrence salariale intra-européenne aux tensions de la mondialisation; enfin des erreurs graves de politique économique dans l’eurozone.

En même temps, la capacité d’action collective pour corriger les inégalités s’est considérablement affaiblie. La déferlante néo-libérale a imposé l’idée de rechercher la croissance à tout prix, même en creusant les écarts de revenus, au motif qu’elle finirait bien par atteindre les plus pauvres. Cette illusion de la ‘croissance avec ruissellement’ ne s’est pas avérée. Reprenons ces éléments.

Le progrès technique est la source principale de croissance dans des économies avancées vieillissantes. Il faut donc stimuler l’innovation technologique : l’Europe prise dorénavant en sandwich entre l’Amérique et la Chine voit se détériorer son avance technologique, gage et fondement de la soutenabilité environnementale et sociale de son modèle. Par ailleurs, la juste répartition des bénéfices du progrès technique suppose que le maximum de jeunes ait accès à un bon niveau de formation de manière que celle-ci puisse se prolonger tout au long de la carrière. Les études PISA révèlent que les nouvelles générations sont, dans l ’ensemble moins bien formées, et que l’Université commence à en ressentir les effets. La recherche révèle elle-même de graves handicaps : manque de ressources publiques et coût de la bureaucratisation.

L’élargissement impromptu vers l’Est s’est fait dans la hâte, pour prévenir l’instabilité et le chaos dans les Etats européens soudain délivrés de l’emprise de l’URSS. La stratégie d’intégration des nouveaux venus, beaucoup plus nombreux et beaucoup plus pauvres que lors des élargissements précédents, a été un demi-succès politique et économique. L’essai reste à transformer. En particulier, faute de pouvoir ou de vouloir attribuer à ces pays des fonds structurels comparables aux élargissements précédents, on les a encouragés à jouer sur leurs bas salaires et sur des incitants fiscaux – comme l’avait fait l’Irlande, pourtant destinataire de subsides importants de l’UE- pour attirer des investissements européens, notamment sous forme de relocalisations en provenance de l’Ouest. Cela n’a pas arrangé la dynamique inégalitaire déjà induite par la mondialisation.

Enfin la crise financière américaine de 2008, résorbée assez vite aux Etats-Unis, s’est traduite dans une crise sans précédent de la dette souveraine dans l’eurozone. Les failles dans la gouvernance de l’eurozone – l’absence d’une union bancaire et d’un budget fédéral-, sont apparues dans leur évidence. Des erreurs de politique de la part de la BCE qui n’a rien vu venir de l’inflation des actifs, du surendettement des banques et de l’achat de produits financiers toxiques, ont aggravé la situation de départ. Les pays de la périphérie, ‘euphorisés’ par la baisse des taux d’intérêts se sont surendettés et ont enregistré d’importants déficits extérieurs. L’Allemagne s’est engagée dans la constitution de surplus commerciaux extravagants au prix d’une dualisation insidieuse, mais réelle, de sa société. Et enfin, l’eurozone, sous la pression des Etats créanciers au premier rang desquels l’Allemagne, a conduit vis-à-vis de ces pays une stratégie déflationniste de sortie du surendettement public : en l’occurrence la dévaluation salariale et des politiques d’austérité budgétaire. La discipline et la répression ont remplacé en Europe la solidarité entre Etats qui prévaut entre provinces ou Etats fédérés dans de grands pays très hétérogènes comme la Chine et les Etats-Unis.

***Néo-libéralisme et capitalisme : la perte de contrôle***

Avec la révolution industrielle, l’Europe a inventé les deux forces de la modernité du monde : le capitalisme et la démocratie. Le capitalisme indissociable de l’innovation technologique, est prodigieusement innovateur, mais foncièrement instable et injuste. La démocratie permet sa régulation précisément, en donnant le dernier mot au politique. Aujourd’hui, en cédant au néo-libéralisme importé des Etats-Unis, l’Europe met la démocratie en danger.

Le capitalisme diffère radicalement de l’économie de marché [[3]](#footnote-3)avec laquelle on le confond pour dissimuler son caractère dominant et foncièrement prédateur[[4]](#footnote-4). Ses très grandes entreprises opèrent à l’échelle mondiale dans des structures de marché non concurrentielles – monopoles, oligopoles, voire cartels- alors que l’économie de marché qui est celle des PME, des entreprises familiales, des indépendants, des artisans et des professions libérales, est davantage concurrentielle et de proximité.

Capitalisme et économie de marché différent sur trois points cruciaux : d’abord le capitalisme obéit à une logique financière , car son but est le profit en vue de l’accumulation et de la concentration du capital alors que dans l’économie de marché, les gens qui y travaillent, même comme dirigeants, cherchent surtout à gagner leur vie, de préférence le mieux possible, mais la concurrence limite la capacité de s’enrichir ; ensuite, le capitalisme domine les Etats , influence les lois et ‘optimise’ l’impôt par le jeu des prix de transfert, des paradis fiscaux et par la complaisance des Etats qui se font concurrence pour attirer les investissements étrangers, alors que l’économie de marché subit la loi commune et, grosso modo, paie l’impôt ; enfin le capitalisme façonne la société en profondeur en portant les valeurs du matérialisme et d’un individualisme ‘sans individuation’ qui minent ses valeurs éthiques, notamment l’égalité, la justice et la solidarité. Il met aussi l’économie de marché à son service. Il suffit de voir comment banques, assurances, grande distribution traitent les PME et comme l’agro-industrie et l’automobile traitent les consommateurs et l’environnement ! L’économie de marché cultive des valeurs de travail, d’esprit d’entreprise, de responsabilité et l’argent n’y est pas nécessairement la mesure de toute chose. L’économie de marché se confond avec la société. Le capitalisme la surplombe.

Capitalisme et démocratie sont tous deux les produits du libéralisme lequel est à la source de notre modernité : le libéralisme économique consacre le marché comme mode de fonctionnement de l’économie tandis que le libéralisme politique promeut l’Etat de droit que les revendications populaires ont transformé en démocraties. Lorsque le libéralisme économique est poussé à l’extrême, comme c’est le cas aujourd’hui aux Etats-Unis et de plus en plus en Europe, il étouffe le libéralisme politique : quelles libertés pour les précarisés et les exclus ? Quel poids politique pour la classe moyenne quand le capitalisme global dicte ses exigences aux gouvernements ?

C’est ce à quoi conduit le néo-libéralisme justement. La doxa néo-libérale qui a fini par envahir tout le spectre politique, en ce compris la social-démocratie de Blair et de Schröder, exalte en effet la supériorité intrinsèque du marché sur la puissance publique au nom de l’efficacité. Cette prétention prend un caractère dogmatique pourtant démenti par l’expérience du terrain: rappellera-t-on la crise financière de 2008, le dieselgate, l’amiante, les glyphosates, Ryan Air, Fortis Banque ? Les Etats-Unis qui ont été avec Reagan et Clinton le berceau du néo-libéralisme alors que l’Angleterre en était, avec Margaret Thatcher, le laboratoire, offrent aujourd’hui le spectacle d’une démocratie asservie aux lobbies et investie par les milliardaires lesquels sévissent aujourd’hui à la Maison Blanche et dans le Cabinet. Avec ses coupes dans les dépenses sociales, ses baisses d’impôts à répétition pour les riches, avec l’abandon de la politique climatique, et le recours protectionnisme pour protéger des intérêts particuliers, l’Amérique devient de plus en plus inégalitaire, violente et raciste –les trois vont de pair.

L’Europe quant à elle est aujourd’hui elle aussi gagnée la tentation inégalitaire et par l’indifférence au sort des plus vulnérables. Comment ne pas y voir le signe d’une crise morale profonde ? Le matérialisme corrode la force de l’esprit et l’individualisme exacerbé mine l’action collective, déjà compliquée par l’éclatement des structures de production par la technologie. La social-démocratie et la démocratie chrétienne ont ainsi perdu leur ressort idéologique, faute d’un renouveau doctrinal, et ont vu s’éroder leur ancrage sociologique, résultat du glissement du prolétariat pour partie vers la classe moyenne et pour une autre vers le précariat. Privée de ces repères traditionnels, l’Europe devient ambivalente sur l’Etat-Providence, seulement considéré dans certains milieux économiques dirigeants comme un frein à la compétitivité tandis que l’école et la santé glissent insidieusement vers un modèle ‘à deux vitesses’, une injustice particulièrement lourde de conséquences pour les plus faibles. On touche ici un nœud vital pour la démocratie en Europe. Les inégalités sont un fait. Mais elles peuvent aussi être excessives et alors, il faut les réduire. La question est de savoir si on les combat ou si on les admet comme un dommage collatéral inhérent à la loi absolue de la compétitivité. Défendre l’égalité, ce n’est pas vouloir l’égalitarisme, une utopie dangereuse elle aussi. C’est vouloir la justice.

C’est finalement moins du capitalisme lui-même qui n’est, selon le mot de Comte-Sponville, ni moral, ni immoral, mais amoral, que du néolibéralisme que vient le véritable péril. Le néolibéralisme menace le pacte social conclu en 1945 entre les dirigeants économiques, les syndicats de travailleurs et les gouvernements sur les thèmes du plein emploi, de la sécurité sociale et de l’impôt progressif. Ce pacte social singularise l’Europe parmi les continents. La relation difficile, car profondément dialectique, entre capitalisme et démocratie n’a pu aboutir à ce compromis véritablement historique qu’au terme de deux siècles de luttes sociales, de confrontations politiques et de deux conflits mondiaux. Ce pacte a réconcilié nos sociétés. Il a été la clé de notre prospérité et de la paix depuis la création de l’UE. Il vaut à l’Europe un grand prestige dans le monde. Mais l’UE d’aujourd’hui n’en est plus un gardien très zélé. L’Europe sociale devient un leurre des néo-libéraux.

***Refonder l’Europe passe par l’abandon de l’unanimité et par la création de partis transnationaux***

Le résultat de ces tendances lourdes et de ces erreurs de politique économique inspirées par le néolibéralisme a été triple : baisse de la croissance effective, divergence entre économies nationales au sein de l’eurozone, aggravation des inégalités au sein des Etats-membres, aussi bien pays créanciers, comme l’Allemagne, que pays surendettés comme la Grèce ou le Portugal. L’inter gouvernementalisme y a aussi contribué en interdisant, par le veto d’un seul Etat, toute tentative sérieuse d’harmonisation sociale ou fiscale ou toute velléité de véritable politique industrielle.

Le résultat politique de la combinaison de l’inter gouvernementalisme et du néolibéralisme est bien visible dans la montée du populisme, du souverainisme, de l’abstentionnisme et de l’euroscepticisme en Europe. Une défiance mutuelle entre l’Europe et le citoyen s’est installée au point d’exclure, dans le chef des dirigeants, des changements des traités par crainte d’un rejet. Comment alors oser parler de refonder l’Europe voire, plus saugrenu encore, de la ré-enchanter, dans ces conditions. C’est se payer de mots. Il faut au contraire se confronter au citoyen, l’informer, le convaincre, le mobiliser pour passer du marché au projet, de l’Europe économique à l’Europe politique. Il faut obtenir son assentiment à un changement des traités.

La géopolitique commande l’urgence et elle fournit aux dirigeants politiques, pourvu qu’ils en aient conscience, l’argument le plus puissant pour opter sans plus attendre pour l’unification politique de l’Europe. La vraie raison de faire l’Europe aujourd’hui est en effet la montée de la Chine et le déclin relatif des Etats-Unis. Ils nous placent devant le risque d’une rebipolarisation du monde qui ressusciterait le ‘piège de Thucydide’[[5]](#footnote-5). L’Europe n’a plus le choix. Elle va devoir prendre davantage son destin en mains et se construire comme acteur stratégique de plein droit. Elle devra, pour cela, reconstruire sa cohésion interne. Il n’est en effet pas de projection de puissance dans le monde sans une solidarité forte, entre Etats et entre groupes sociaux. La puissance de l’Europe passe certes par une défense commune, mais elle implique aussi de préserver et de renforcer le pacte social européen de 1945. Comment y arriver ?

Avant tout, il faut construire une pensée politique européenne pluraliste, c’est-à-dire qui crée la possibilité de l’alternance dans les politiques de distribution de la richesse, par exemple entre un courant progressiste et un courant conservateur. L’agenda de l’alternance doit porter exclusivement sur des politiques et des projets qui répondraient à des conditions d’économies d’échelle et de caractère de bien public européen. Il ne s’agit en effet pas de construire un super-Etat mais une Europe ramenée à des fonctions essentielles que les Etats ne peuvent plus assumer.

1. C’est d’abord une défense commune, condition d’une politique étrangère effective en vue d’assurer la sécurité des frontières et un ordre international qui convienne à l’Europe. L’Europe, qu’elle le veuille ou non n’a pas seulement vocation à être une puissance atlantique et méditerranéenne. Elle est, du fait de la géographie, aussi une puissance eurasienne qui détient, à l’autre extrémité de l’Eurasie, une des deux clés de la stabilité du continent, c’est-à-dire de l’Asie centrale et du Moyen-Orient, l’autre clé étant dans les mains de la Chine. La mission historique de l’Europe aujourd’hui est de contribuer à l’intégration de Chine et des Etats-Unis dans un système à la fois multipolaire et multilatéral fondé sur le droit et de prévenir ainsi la survenance d’un piège de Thucydide entre un hégémon montant et un hégémon descendant. Elle est aussi d’accélérer le rattrapage de l’Afrique.
2. Le contrôle du capitalisme global est possible au niveau européen. Il est indispensable pour préserver et renforcer le pacte social de 1945 de manière à le rendre compatible avec une mondialisation ouverte. Concrètement, cela veut dire : changer le modèle environnemental (énergie dé-carbonée, économie circulaire, sobriété) ; faire rentrer la finance dans son lit ; réformer la gouvernance d’entreprise de la firme globale opérant en Europe (concurrence, encouragement à l’actionnariat stable, limite à la tension salariale entre dirigeants et salariés à la base, codétermination avec les travailleurs dans les instances de surveillance) ; imposition effective par l’UE elle-même des facteurs mobiles que sont les entreprises multinationales et les très gros patrimoines financiers.
3. parfaire l’unité du marché et le compléter par politique industrielle, car la base technologique est la condition de la soutenabilité du pacte social et environnementale.
4. compléter et rééquilibrer la gouvernance de l’eurozone ; la solidarité par un budget financé par l’impôt doit s’ajouter à des normes raisonnables de discipline budgétaire et de compétitivité salariale ; un Exécutif – la Commission- contrôlé par un parlement européen qui voterait l’impôt, doit renforcer le leadership de l’euro en parallèle avec la BCE

Comment y arriver ?

Trois voies sont concevables: l’’incrémentalisme’ en cours ( répondre aux crises par des petits pas, mais trop petits et trop tard) ; une révolution ( un autre Brexit ou l’implosion de l’eurozone) ; un deal franco-allemand fondateur qui échangerait budget européen financé par un impôt européen centralisé ( taxation du profit des multinationales et taxe carbone) contre une défense commune financée par ce budget, ce qui libèrerait des ressources au niveau national pour des politiques sociales, d’éducation ou technologiques. L’option nucléaire serait provisoirement laissée de côté pour ne pas compliquer et retarder l’accord, mais la représentation permanente au Conseil de sécurité, assurée désormais par la seule France, devrait être communautarisée.

Dans tous les cas, il faut que l’UE renonce à l’unanimité et donc au veto au sein du Conseil, et que le Parlement européen abandonne la fiction de groupes politiques européens constitués en fait par des délégations nationales en liaison avec leurs gouvernements pour les plus importantes. De ce fait le PE fonctionne trop souvent comme un COREPER 3. Le Parlement doit mettre en présence de véritables partis transnationaux paneuropéens en charge de la désignation des candidats à l’élection européenne dans les différentes circonscriptions régionales. Les partis nationaux passeraient la main sur ce point. Car la démarche de refondation de l’Europe ne doit pas seulement aller du haut vers le bas, mais du bas vers le haut. Il s’agit d’équilibrer Etats et Citoyens, Conseil et Parlement européens.

Le moment est en effet venu de refonder l’Europe, et de le faire en renvoyant à ces valeurs léguées par les strates successives de notre civilisation européenne : la dignité, l’égalité des femmes et des hommes en dignité, la liberté, la justice sociale, la solidarité entre Etats, l’intégration effective des immigrés dans la culture locale, la responsabilité environnementale enfin.

Refonder veut dire, non pas se payer de mots, mais incarner concrètement des idées dans des institutions, des politiques, des pratiques. C’est reprendre en sous-œuvre, et donc pour cela déconstruire certains mythes et certaines dysfonctions e l’UE d’aujourd’hui avant de creuser plus profond, pour retrouver nos racines et ancrer l’Europe dans les esprits et dans les cœurs.

Il s’agit, par-dessus le socle du grand marché et de la monnaie unique, l’euro, de dresser une clé de voûte qui donne son élan à l’édifice européen, soit un projet fait d’un modèle de vivre-ensemble dans la diversité et d’une capacité stratégique de nous mesurer au monde, non pour l’affronter, mais pour l’unifier et le pacifier. Il s’agit de rendre à l’Europe sa mission de laboratoire et de pionnière pour le monde en explorant les voies vers une société de fraternité et de sobriété partagée –le partage juste est important-, une société et qui retrouve le goût de l’échange gratuit, de l’entraide au quotidien, de la vie de l’esprit enfin, celle qui donne du sens et qui nous fasse renouer avec le bien, le beau et le vrai.

La citoyenneté se construit par la pensée, par le débat et par l’action. L’action de proximité sur le terrain compte beaucoup: mille et une initiatives allant des potagers communautaires à l’alphabétisation volontaire, du crowdfunding pour une start up de service social à un spectacle de rue, recréent du lien et du collectif. Réapprendre l’action collective, l’échange gratuit, la vie culturelle, c’est combattre à sa racine un néo-libéralisme marqué par un économisme réducteur. C’est remplacer justement l’*homo oeconomicus* unidimensionnel par la personne dans sa singularité, sa richesse et dans ses liens avec ses proches et avec la communauté. C’est substituer au slogan creux et trivial de la bureaucratie européenne aujourd’hui, ‘croissance, compétitivité, emplois’, une vision humaniste et spirituelle fondé sur la dignité, la justice et le partage. C’est remplacer l’avoir par l’être, et l’accumulation par l’amour. C’est ajouter la justice et la fraternité à la liberté. C’est cela penser en Européen.

\*\*\*

1. Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d’Europe, Directeur Général honoraire à la Commission européenne. [↑](#footnote-ref-1)
2. La CECA (1951) a servi à contrebalancer, par le contrôle commun du charbon et de l’acier, le réarmement allemand par l’Amérique pour contenir la pression de l’URSS sur le centre de l’Europe, Elle a aussi été décisive dans la restauration de la confiance entre l’Allemagne et ses futurs partenaires de la CEE à Six. Mais la CECA reste un projet parallèle au grand dessein initial d’union politique dont la CED est le pilier central. [↑](#footnote-ref-2)
3. La distinction entre vie matérielle, économie de marché et capitalisme est magistralement exposée par Fernand Braudel dans la Dynamique du Capitalisme, Flammarion, Paris, réédition en 2014 [↑](#footnote-ref-3)
4. Cette confusion commode permet à nombre d’élus de droite et du centre de prétendre défendre les PME et les classes moyennes alors qu’ils servent en fait les intérêts des grandes entreprises multinationales, notamment en matière fiscale, contre l’intérêt des premières. Toutefois, comme ils n’ont pas conscience qu’il existe une différence entre capitalisme et économie de marché, on doit bien leur concéder le bénéfice de la bonne foi….et de l’ignorance [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir là-dessus le magistral ouvrage de Graham ALLISON, Destined for War, Can America and China escape Thucydes’s trap ?, Scribe 2017 [↑](#footnote-ref-5)